

Résumé du chapitre 5 :

L'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail au Portugal

L'intégration des immigrés sur le marché du travail au Portugal se caractérise par des résultats relativement positifs comparés à ceux observés dans d'autres pays. Les taux d'emploi des immigrés sont supérieurs à ceux des autochtones, hommes et femmes confondus. En effet, les taux d'emploi et d'activité des femmes immigrées sont plus élevés au Portugal que dans tout autre pays de l'OCDE. La situation est moins positive s'agissant du chômage, et les immigrés ont été affectés de manière disproportionnée par la dégradation de la situation du marché du travail ces dernières années.

Le taux d'activité élevé des immigrés s'explique par la prédominance de la migration à des fins d'emploi au Portugal. Le nombre d'étrangers a plus que doublé au cours des dix dernières années, augmentation allant de pair avec une immigration clandestine massive de personnes venant au Portugal pour y trouver un emploi, particulièrement à la fin des années 90 dans le contexte de l'essor du secteur du bâtiment. Cette accélération des flux migratoires s'est accompagnée d'une forte diversification des pays d'origine. Alors que les immigrants provenaient autrefois essentiellement de pays lusophones (c'est-à-dire des anciennes colonies portugaises d'Afrique – les PALOP – et du Brésil), une grande partie des immigrés de ces dix dernières années sont originaires d'Europe de l'Est et du Sud-Est, autrement dit de pays n'ayant apparemment aucun lien avec le Portugal.

Beaucoup de ces immigrés récents sont des personnes relativement qualifiées, mais la demande de main-d'œuvre porte principalement sur des métiers peu qualifiés, dans le bâtiment en particulier. De ce fait, une grande partie des migrants très qualifiés occupent des emplois pour lesquels ils sont tout simplement « surqualifiés ». C'est le cas de plus de 80 % des migrants hautement qualifiés venus d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Dans ce contexte, deux projets pour la reconnaissance des compétences des professionnels de la santé étrangers ont vu le jour et ont donné d'assez bons résultats. Il conviendrait d'envisager une généralisation de ces projets, particulièrement pour les métiers qui connaissent ou connaîtront des pénuries de main-d'œuvre. De la même manière, une procédure harmonisée et simplifiée de reconnaissance des diplômes faciliterait l'accès des migrants à des emplois plus en adéquation avec leurs niveaux de qualification.

Au problème de la « surqualification » s'ajoute celui des écarts importants de salaires entre les immigrés et les autochtones, en dépit du fait que les premiers sont généralement plus qualifiés que les seconds (dont le niveau d'instruction est très faible comparé à ce qu'on observe dans d'autres pays). Les étrangers gagnent en moyenne 20 % de moins que les Portugais, dont les salaires sont déjà bas. Un écart de salaire de l'ordre de 10 % ou plus subsiste même après prise en compte d'une multiplicité d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les salaires comme le sexe, l'âge, le niveau d'instruction, l'ancienneté et la branche d'activité. Les immigrés en provenance des PALOP (*Países Africanos de Língua Oficial Portuguesa*), dont les résultats en matière de chômage sont aussi, en général, moins positifs que ceux des autres groupes de migrants, sont particulièrement mal lotis à cet égard.

Avec la diversification des pays d'origine, la nécessité d'un enseignement du portugais aux migrants et à leurs enfants s'est fait jour. Jusqu'à présent, toutefois, l'offre était assez limitée. Dans le cadre du programme *Portugal Acolhe* (le Portugal vous accueille), il est proposé aux migrants d'acquérir des rudiments de portugais (50 heures de cours). C'est bien inférieur à ce que proposent d'autres pays de l'OCDE, en général entre 250 et

900 heures. De plus, seuls les migrants qui ont un emploi bénéficient de ce programme. Il existe d'autres offres de cours de portugais, mais elles sont généralement d'une échelle et d'une portée limitées. Manifestement, des cours de langue plus ciblés et plus spécifiquement axés sur le monde du travail seraient nécessaires, ainsi qu'une offre d'apprentissage du portugais plus conséquente pour les migrants au chômage ou sans profession.

Malgré tout, étant donné le caractère récent d'une grande partie de l'immigration, l'infrastructure d'intégration est relativement développée. La démarche portugaise en matière de politique d'intégration se caractérise par la priorité donnée à l'accueil des immigrés, et par une étroite collaboration entre les acteurs concernés. Cette coopération a été facilitée par le Haut Commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel (ACIDI) qui assure, entre autres fonctions, le soutien au niveau interministériel et fait office de structure consultative auprès du gouvernement en matière d'intégration des immigrés. L'ACIDI a créé entre autres deux Centres nationaux d'aide aux réfugiés (CNAI) qui proposent une vaste gamme de services d'intégration regroupés au sein d'une même structure.

En raison du rapport étroit entre l'immigration clandestine (qui représentait l'essentiel des entrées dans le passé), le secteur informel de l'économie et les conditions de travail relativement médiocres des travailleurs immigrés, l'orientation des flux d'entrées vers les filières légales devrait être classée d'urgence comme une priorité. Des avancées ont été obtenues sur ce front avec la nouvelle loi sur l'immigration, qui facilite l'immigration légale et améliore la transparence du système d'immigration, mais il est impossible de dire si cela suffira. Il est également d'une importance cruciale dans ce contexte d'étoffer encore les outils de lutte contre le travail clandestin et l'exploitation, y compris en renforçant l'inspection du travail.

Pour leur part, les enfants d'immigrés ne semblent pas connaître trop de problèmes d'intégration comparés à leurs homologues dans d'autres pays de l'OCDE. Cependant, comme le système éducatif accueille de plus en plus d'enfants de migrants non lusophones, il faudrait donner plus de place à l'apprentissage du portugais et à d'autres mesures de soutien. Il conviendrait d'accorder une importance particulière à l'enseignement préscolaire. C'est un domaine dans lequel les enfants d'immigrés semblent être fortement sous-représentés à l'heure actuelle. Or, l'expérience d'autres pays de l'OCDE a montré à quel point l'enseignement préscolaire était important pour cette population.